



Fondation pour l'agriculture  
et la ruralité dans le monde

# Étude socio-géographique sur la zone cotonnière de l'Est de Burkina

## Note intermédiaire



Photo Dagrís

## **Situation sociale des producteurs de coton dans la région Est du Burkina Faso**

### **Note intermédiaire**

Cette note intermédiaire s'inscrit dans le cadre d'une étude réalisée à la demande de FARM portant sur la vulnérabilité du paysannat cotonnier dans la région Est du Burkina Faso. Toutes les données nécessaires n'ayant pas été en totalité recueillies et analysées, il s'agit donc ici d'une première esquisse de la situation économique et sociale des producteurs de coton qui sera ultérieurement complétée et agrémentée de données cartographiques et d'éléments chiffrés.

#### **Contexte**

Cette étude intervient à la période de démarrage de la campagne cotonnière 2007-2008 dans un contexte particulièrement défavorable. Les facteurs conjugués de la baisse persistante des cours du coton, la dépréciation sévère du dollar par rapport à l'euro, la flambée des prix du pétrole et partant, le renchérissement des prix des intrants provoquent aujourd'hui une crise sans précédent au Burkina Faso et dans l'ensemble des pays cotonniers ouest africains.

La campagne 2006-2007 au Burkina Faso a été marquée par une baisse du prix d'achat du coton aux producteurs (165 FCFA le kg pour le coton « 1<sup>er</sup> choix », contre 175 FCFA pour la campagne 2005-2006 et 210 FCFA en 2004-2005) et une pluviométrie défavorable au début de la campagne agricole. Le pays a accusé une baisse de production du coton graine de près de 10%<sup>1</sup> ce qui, combiné avec la baisse du prix du coton, a eu pour conséquence la chute des revenus des ménages cotonniers. De plus, au regard des volumes de crédits qui ont été mis en jeu pour cette campagne, les difficultés de recouvrements sont importantes au sein des Groupements de Producteurs de Coton (GPC). Ces impayés prévisionnels, qui fragilisent la filière, sont de l'ordre de 85 millions de FCFA contre 36 millions la campagne passée.

En outre, la situation financière des sociétés cotonnières s'est détériorée (le déficit cumulé depuis 2 campagnes avoisine les 66 milliards de francs CFA, soit un peu plus de 100 millions d'euros pour les trois sociétés burkinabé<sup>2</sup>) entraînant des retards importants de paiements du coton graine lors de la campagne de collecte ; retards qui ont contraint de nombreux producteurs à déstocker leurs céréales pour faire face aux besoins des ménages. Parallèlement le Burkina Faso a enregistré des excédents céréaliers qui ont conduit à une baisse des prix des céréales, accentuant d'autant la chute des revenus dans les zones rurales. A titre d'exemple, un an après la récolte, le prix du maïs n'a jamais dépassé 5 000 FCFA le sac de 100 kg (soit 50 FCFA le kg). Alors que certaines années, le prix du sac de maïs a atteint 15 800 francs CFA<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> La production de coton graine est passée de 715 000 tonnes en 2005-2006, à 660 000 tonnes pour la campagne 2006-2007. Source : Socoma.

<sup>2</sup> Sofitex, Socoma et Faso Coton.

<sup>3</sup> Prix moyen du sac de maïs en 2005 dans la région Est

Le 9 mai 2007, conformément à ses statuts et aux missions qui lui sont dévolues, l'Association Interprofessionnelle du Coton du Burkina (AICB)<sup>4</sup> a statué sur les prix de cession des intrants et sur les prix d'achat du coton graine de la campagne 2007-2008. Compte tenu du mécanisme de lissage mis en place dans le pays, le prix d'achat du coton a été fixé à 145 FCFA le kg pour le coton 1<sup>er</sup> choix et 120 FCFA pour le coton 2<sup>ème</sup> choix. Une baisse donc de 20 francs CFA le kilo par rapport à l'année précédente.

Concernant le prix des intrants des négociations avec le gouvernement ont permis de reconduire la subvention de trois milliards de francs CFA que l'Etat accordait à la filière depuis quatre ans pour endiguer le surcoût du transport généré par la crise ivoirienne. Pour autant, le prix des intrants connaît une augmentation sensible, du fait notamment de la hausse généralisée du prix des matières premières entrant dans leur composition. Pour limiter cette hausse de prix, les sociétés cotonnières ont été contraintes cette année de prendre en charge la TVA sur le transport qu'elles répercutaient auparavant sur le prix des intrants. La grande inconnue étant de savoir comment l'Etat et les sociétés cotonnières vont financer ces subventions.

C'est donc dans ce contexte (baisse du prix d'achat du coton et augmentation du prix des intrants) que débute la campagne cotonnière 2007-2008 au Burkina Faso. Les acteurs de la filière estiment déjà que les superficies cultivées vont diminuer et que les rendements<sup>5</sup> vont chuter. Le pays accuserait alors une baisse importante de sa production de coton. Les estimations les plus pessimistes parlent même d'une diminution de moitié. Quid des revenus que procure à l'Etat la filière cotonnière ? Quid des revenus des ménages cotonniers ? Le risque est grand de voir ces zones de production cotonnière se paupériser...

### **Production cotonnière dans la région Est du Burkina Faso**

La présente étude s'attache au bassin de production de la culture cotonnière de la région Est du Burkina Faso, principalement centré sur les provinces du Gourma, de la Tapoa et de la Kompienga. La production de coton comme culture commerciale d'exportation est relativement récente dans cette zone puisqu'elle s'est effectuée au milieu des années 90 dans le cadre de la stratégie de relance de la production cotonnière orchestrée par l'Etat burkinabé. Celle-ci intervient après une période de crise (1985-1995) - effondrement des cours des matières premières et surévaluation du franc CFA – qui a considérablement déstabilisé la filière cotonnière. La dévaluation du franc CFA en 1994 et la reprise des cours mondiaux vont permettre à la filière cotonnière burkinabé de retrouver l'équilibre et la compétitivité sur le marché mondial. Un plan de relance est alors lancé au Burkina Faso pour accroître durablement la production de coton.

Ce plan passe notamment par l'extension de la culture du coton à de nouvelles zones potentielles. « Cette relance » de la culture du coton permet alors l'accroissement de l'aire cotonnière au Burkina Faso et l'augmentation dans le même temps de la production nationale. Pour atteindre les objectifs fixés de 300 000 tonnes, une politique de création de nouveaux sites de production sur 50 000 hectares a été entreprise sur 5 ans (1995-2001). Ces sites ont alors été développés non seulement dans des régions déjà productrices de coton mais également dans de nouvelles zones, propices à cette culture, comme les provinces de l'Est (Tapoa, Gourma) et du Sud-Ouest (Léraba, Comoé, Loba, Sissili, Ziro).

---

<sup>4</sup> Qui regroupe la famille des Sociétés cotonnières (APROCOB) et l'Union Nationales des Producteurs de Coton (UNPCB).

<sup>5</sup> Le rendement moyen était de 960 kg/ha pour la campagne 2006-2007. Source : Socoma.

Aujourd'hui l'aire cotonnière nationale représente 1,9 % de la superficie du Burkina Faso, 5% terres cultivables et 15% terres exploitées, soit 540 000 hectares. Le revenu net total reversé aux producteurs de coton en 2004/2005 par les sociétés cotonnières s'est élevé à 100 milliards de FCFA. Le pays se place désormais au premier rang des pays producteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Dans la zone Est<sup>6</sup>, qui couvre un peu plus de 52 000 km<sup>2</sup>, 20 à 40% des superficies cultivées le sont en coton, notamment dans les provinces du Gourma et de la Tapoa<sup>7</sup>. Les rendements sont désormais aussi élevés que dans l'Ouest du Burkina Faso. C'est la Socoma (Société Cotonnière du Gourma) qui est le chef de file du secteur coton dans cette zone depuis 2004. Elle figure aujourd'hui parmi les sociétés cotonnières les plus endettées de l'Afrique francophone et la privatisation très prochaine du groupe Dagrès qui détient des participations dans la société (51%) aura probablement une incidence sur l'avenir de cette société cotonnière.

### **Situation des producteurs de coton dans la province du Gourma**

Cette étude sur la vulnérabilité des producteurs de coton intervient dans un contexte que certains acteurs de la filière qualifient de « génocide économique ». Il n'est désormais plus à prouver – de nombreux travaux l'ont déjà fait – que la culture du coton a entraîné le développement des zones rurales où il est cultivé, atténuant notamment la vulnérabilité alimentaire des populations. Cependant il semble urgent aujourd'hui de montrer que la situation actuelle, qui pourrait conduire à une désaffection de cette culture voire à terme, son abandon, entraînerait inexorablement une paupérisation de producteurs qui, sans le coton n'auraient plus de revenus monétaires et, plus grave, ne pourraient plus avoir accès aux intrants nécessaires à l'ensemble des cultures. L'urgence est d'autant plus grande qu'il n'existe pas d'autre alternative de culture « de rente » actuellement pour ces zones rurales.

Les entretiens avec les producteurs de coton<sup>8</sup> traduisent à la fois les impacts que la culture cotonnière a eus sur leurs conditions de vie mais aussi leur désillusion aujourd'hui face aux difficultés auxquelles ils doivent désormais faire face. La première étant celle de la « sécurisation alimentaire » : pour eux ce n'est pas tant la baisse du prix d'achat du coton qui pose problème mais la hausse du prix des intrants, puisque les céréales –cultivées en rotation avec le coton– bénéficient de l'arrière effet des engrais du coton. Les rendements de ces cultures vivrières sont donc sensiblement plus élevés depuis qu'ils cultivent le coton. D'ailleurs la majorité de ces producteurs ne consomment désormais que partiellement leur grenier : une partie de la récolte est vendue sur les marchés, leur procurant ainsi des revenus supplémentaires. Il est frappant de constater la différence entre les producteurs de coton qui, pour la plupart, déclarent aujourd'hui que les stocks de leur grenier seront « suffisants pour passer la période de soudure » et qui, parallèlement, augmentent leur consommation alimentaire pendant la période des travaux champêtres<sup>9</sup> ; et les producteurs ne cultivant pas le coton qui, *a contrario*, déclarent leur grenier « vide » et réduisent les rations journalières pour « passer la soudure ». Ces derniers sont contraints le plus souvent d'acheter des céréales au cours le plus élevé parce que leurs récoltes ne suffisent pas à nourrir toute la famille.

D'après les producteurs, les revenus monétaires apportés par la culture du coton leur ont permis d'être « stables ». Ils expliquent qu'auparavant pour avoir des revenus, il fallait

---

<sup>6</sup> La zone cotonnière de l'Est du Burkina Faso correspond à la région administrative de l'Est et à la province du Koulpélogo.

<sup>7</sup> Données Socoma. In BAWAR Ousmane, *Les unités industrielles dans la région de l'Est*, Mémoire de maîtrise de géographie de l'urbanisme, Dir. Georges Compaoré, Université de Ouagadougou, 2005/2006, 93p.

<sup>8</sup> Menés dans les départements de Fada et de Diabo (province du Gourma).

<sup>9</sup> Qui correspond à la période de soudure, ou « hivernage ».

envoyer un ou plusieurs membres de la famille en Côte d'Ivoire. Avec le coton, ils peuvent désormais rester chez eux, avec leur famille, et gagner en une campagne agricole, l'équivalent d'une année de travail en Côte d'Ivoire. Cet « argent du coton » a permis à la majorité d'entre eux de s'équiper en matériel agricole (notamment en charrue et en animaux de trait), en matériel de transport (charrette, vélo, moto) et d'acquérir du bétail (bœufs, moutons, chèvres, porcs, etc.) ; ce qui permet à certains d'épandre le fumier sur leurs champs<sup>10</sup>, de pratiquer l'embouche et avoir ainsi une source de revenu supplémentaire. Ce bétail permet également de posséder autant « d'épargne sur pieds » que d'animaux : s'il devait survenir un problème dans la famille (décès, hospitalisation, etc.), une de ces bêtes peut rapidement être vendue et procurer ainsi l'argent.

Si l'argent du coton est souvent « épuisé » avant l'hivernage<sup>11</sup>, beaucoup de producteurs réussissent à faire des « petites économies » pour faire face à leurs besoins de santé. Là encore concernant l'accès aux soins, la différence est nettement marquée entre les producteurs de coton et les autres agriculteurs : les premiers, en cas de maladie, vont plus souvent consulter au Centre de Santé (CSPS<sup>12</sup>) alors que les seconds ont recours à la médecine traditionnelle. Si la question de l'accessibilité « culturelle » ne peut être éludée, le véritable frein dans le recours aux soins, qu'ils soient curatifs ou préventifs, reste avant tout la disponibilité financière. La grande majorité des producteurs interrogés justifient le recours à la médecine traditionnelle pour des raisons essentiellement économiques : ils n'ont pas suffisamment d'argent pour payer la consultation et surtout pour acheter les médicaments. Le mécanisme de recouvrement des coûts des soins de santé primaire mis en place par l'Initiative de Bamako<sup>13</sup> trouve là ses limites. Le coût des prestations de soins et des médicaments, même génériques, est trop élevé par rapport au pouvoir d'achat de la majorité de la population, notamment en milieu rural. En outre, si le village ne dispose pas d'un CSPS, la question de l'accessibilité géographique s'ajoute à celle de la disponibilité financière : sans moyen de transport, comment se déplacer jusqu'au CSPS le plus proche ? Le recours au « tradipraticien »<sup>14</sup> du village et l'achat de médicaments « façon » sur le marché restent alors les seules solutions.

Se poser la question de l'accessibilité aux soins est fondamental. En effet, cette capacité matérielle d'accéder aux ressources sanitaires et aux services de santé est à la fois un déterminant de bonne santé et un éventuel facteur de risque. Cette année par exemple, où l'épidémie de méningite a été particulièrement virulente, les responsables des services sanitaires estiment qu'une grande part de la mortalité aurait pu être évitée si le recours au CSPS avait été systématique...

Concernant l'éducation, dans une région où le taux net de scolarisation au primaire est de 31,4 % (contre 52% au niveau national)<sup>15</sup>, chacun semble reconnaître l'intérêt de scolariser ses enfants : « savoir lire et écrire, c'est comme donner la vue à un aveugle ». Reste la difficulté de la disponibilité financière ou de l'accès au crédit. Pour beaucoup de parents en milieu rural le coût des fournitures scolaires reste trop élevé et la rentrée scolaire est « un moment difficile » surtout lorsqu'ils ont plusieurs enfants à scolariser. Le problème de l'accessibilité géographique à la scolarisation se pose, quant à lui, de manière moins accrue depuis le lancement du Plan Décennal de Développement de l'Education de Base en 2000 puisque de nombreuses écoles ont été construites sur le territoire national burkinabè. Dans la

---

<sup>10</sup> Permettant là encore, une augmentation des rendements.

<sup>11</sup> De plus en plus tôt en fait avec la baisse des prix.

<sup>12</sup> Centre de Santé et de Promotion Sociale

<sup>13</sup> Cf. Tarification des actes médicaux et ventes de Médicament Essentiels Génériques

<sup>14</sup> Guérisseur traditionnel

<sup>15</sup> Année scolaire 2005-2006. Source : Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA).

région de l'Est plus de 80% des élèves résident à moins de 3km de leur école<sup>16</sup>. Reste que les conditions d'enseignement sont souvent déplorables en milieu rural (inexistence de matériel pédagogique, classes surchargées d'élèves, recrutement des enseignants à partir de la 3<sup>ème</sup>, etc.). Les objectifs du millénaire prévoient l'Education pour Tous d'ici 2015 : au Burkina Faso, l'éducation de « masse » est une réalité. La qualité en revanche est davantage sujette à caution. Ce qui expliquerait en partie les taux extrêmement importants de redoublement et d'abandon : le taux d'achèvement du cycle primaire pour l'année scolaire 2005-2006 est de 20% dans la région Est.

Quant au niveau du secondaire, la région de l'Est enregistre un taux brut de scolarisation au premier cycle (collège) de 12%<sup>17</sup>, contre une moyenne nationale de plus de 20%. Seule la moitié des élèves inscrits au CM2 partent ensuite en 6<sup>ème</sup> dans la région. Les frais d'inscription demeurent encore bien trop élevés pour le monde rural. Si les enquêtes menées auprès des producteurs ne semblent pour le moment pas montrer d'incidence entre la culture du coton et la scolarisation des enfants au primaire, en revanche, le lien paraît très marqué pour le secondaire. Les revenus cotonniers permettraient de payer les frais de scolarisation (qui sont beaucoup plus élevés qu'au primaire) et l'entretien des élèves qui doivent souvent quitter le village pour s'installer en ville afin de « fréquenter » le collège.

Aujourd'hui les producteurs de coton se disent « découragés » : pourquoi le prix d'achat du coton baisse et pourquoi celui des intrants augmente ? Très peu connaissent la réponse à cette question. Ici ils ne sont pas vraiment en colère<sup>18</sup>. Et puis en colère contre qui, contre quoi ? C'est difficile de trouver un responsable. Surtout quand la responsabilité semble hors d'atteinte et collective (« le marché mondial, c'est où ça ? »). Si les agents de la Socoma tentent d'informer les producteurs sur la situation, l'information ne semble que parvenir rarement à la base.

Les retards de paiements après la campagne de collecte constituent une difficulté majeure à laquelle les producteurs sont confrontés et qui a souvent de fâcheuses conséquences. Beaucoup de producteurs ont dû déstocker leurs céréales pour les vendre à une période où les prix sont bas sur les marchés. Certains n'ont pas pu payer les bœufs de trait nécessaires pour le labour des champs<sup>19</sup>. La plupart ont dû emprunter à leur famille ou auprès de commerçants et se soigner à crédit dans les Centres de Santé<sup>20</sup>. Leur « chance » étant que le mot « coton », encore aujourd'hui synonyme de garantie, ouvre facilement la porte aux crédits. Lorsque l'emprunt s'effectue auprès d'un membre de la famille, il n'est pas question d'intérêts. Il n'en est pas de même auprès des commerçants, surtout s'il s'agit de l'achat à crédit d'un sac de céréales, d'une houe « daba », etc. Le remboursement se fait alors au prix fort ! Pour certains producteurs, lorsque la récolte a enfin été payée, l'argent perçu n'a servi qu'au remboursement de ces crédits (« l'argent est fini »). Certains Groupements de Producteurs de Coton n'ont été payés qu'au mois de juin alors que la collecte de leur coton avait eu lieu plusieurs semaines, voire plusieurs mois auparavant.

---

<sup>16</sup> 15,7% des enfants scolarisés doivent parcourir une distance comprise en 3 et 5km pour aller à l'école et 3,7% d'entre eux, une distance supérieure à 5km. Source MEBA 2005-2006.

<sup>17</sup> Le TBS est de 2,82% pour le second cycle du secondaire (lycée). Source : Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESSRS).

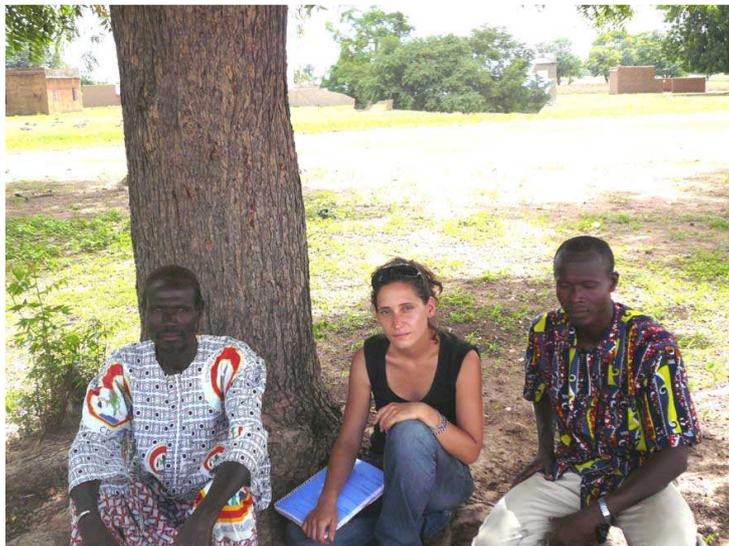
<sup>18</sup> Contrairement à certains paysans dans l'Ouest du pays qui ont manifesté lors des forums de début de campagne agricole leur mécontentement.

<sup>19</sup> Ces bœufs devant être domestiqués avant de travailler dans les champs, ils doivent être achetés suffisamment tôt dans l'année.

<sup>20</sup> Les demandes de crédits auprès des Centres de Santé ont été particulièrement nombreuses cette année en raison de l'épidémie de méningite.

Après l'annonce officielle des prix, beaucoup de producteurs ont retourné les intrants qu'ils avaient pris à la Socoma. La majorité des paysans vont malgré tout cultiver le coton cette année (« il n'y a pas autre chose pour avoir l'argent ») mais ils prévoient de diminuer leur superficie en coton (0,5 ha en moyenne) pour augmenter les superficies en céréales (« le coton ne se mange pas et cette année il ne paye pas non plus »). Ceux qui abandonnent ne sont pas nombreux. En revanche beaucoup vont réduire les quantités d'intrants utilisées de peur de ne pas pouvoir rembourser leur crédit. Et cette peur est justifiée : dans les provinces du Gourma, de la Kompienga, de la Gnagna et du Koulpélogo,<sup>21</sup>223 GPC ont été suspendus pour la campagne 2007-2008 par la Socoma en raison d'impayés externes et parfois internes<sup>22</sup>. Cette stratégie comporte, bien sûr, le risque de voir les rendements chuter. Les agents de la Socoma estiment que ceux qui ne feront pas plus de 800 à 900 kg/ha ne s'en sortiront pas... La campagne prochaine (2008-2009), si la situation ne s'améliore pas, nombreux sont les producteurs qui prévoient de diminuer encore leur superficie ou d'abandonner (« qui travaille sans salaire ? »).

Un malheur n'arrivant jamais seul, cette année, la saison des pluies tarde à s'installer. Un proverbe mossi dit « ce qui est difficile est bon ; le facile n'a pas de profit »<sup>23</sup>. Les producteurs de coton vont devoir travailler dur cette année. Ici l'espoir de lendemains cotonniers meilleurs est tenace... parce que pour eux, ça ne peut être autrement (« sinon ils vont devenir quoi ? »)...



---

<sup>21</sup> Qui correspondent, avec la province de la Komandjari, à la région de Fada ; l'aire cotonnière de la zone de la Socoma étant divisée en 2 régions : celle de Fada et celle de la Tapoa (qui correspond aux limites administratives de la seule province de la Tapoa).

<sup>22</sup> Ces impayés peuvent être dus à de mauvais rendements suite à un accident climatique, à la mauvaise utilisation des intrants (sous dosage notamment), à la vente des engrais achetés à crédit sur les marchés, etc.

<sup>23</sup> (même si le sol n'est pas fertile, il faut travailler dur). In M. CABAKULU (1992), *Dictionnaire des proverbes africains*, Editions l'Harmattan – ACIVA (publication du CERVA), p. 279.

## Chronogramme des principales activités et contacts

Le 7 mai 2007	Arrivée Ouagadougou
Du 8 au 14 mai	Recherches bibliographiques à l'Université de Ouagadougou, à l'Institut de Recherche et de Développement, à l'Institut Géographique du Burkina Faso, etc... Réunions de travail avec François C. Ouedraogo, professeur à l'Université de Ouagadougou et Leslie C. Gray, professeur de géographie à l'Université de Santa Clara Californie (collabore avec Thomas J. Basset).
Le 15 mai	Arrivée Fada N'Gourma
Du 16 au 22 mai	Recueil de données auprès de la Socoma, de la Direction Régionale de l'Agriculture, de la Direction Régionale des Ressources Animales, de la Direction Régionale de l'Economie et du Développement, de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie, de la Direction Régionale de l'Education de Base, du Haut Commissariat, de la Préfecture, etc...  Définition zone d'étude et villages d'enquêtes en fonction des données disponibles.
Du 23 au 25 mai	Participation aux forums de début de campagne agricole 2007 dans la province de la Tapoa- Diapaga - Partiaga - Kantchari
Du 26 au 28 mai	Travaux à Fada N'Gourma - Compte rendu des forums
Du 29 au 31 mai	Phase de test des questionnaires auprès de producteurs dans la zone de Fada.  Entretiens avec producteurs de coton - Fada N'Gourma
Du 1 <sup>er</sup> au 3 juin	Ouagadougou - Réunions de travail avec le centre de recherche inter-universitaire GERAD (Groupe d'études et de recherche en analyse des décisions) + Mission UEMOA
Du 4 au 8 juin	Fada N'Gourma  - Entretien et sélection d'enquêteurs - Finalisation des questionnaires - Séances de formation avec l'interprète et les 3 enquêteurs
Du 9 au 10 juin	Prise de contact (préfet, commissaire de police, CC, ATC) - Diabo  Travaux à Fada N'Gourma
Du 11 au 15 juin	Entretiens avec producteurs de coton + instituteurs de Diabo et Yanwega - Villages de Saatenga, Yanwega et Yantenga (département de Diabo)
Du 16 au 17 juin	Travaux à Fada N'Gourma
Du 18 au 22 juin	Entretiens avec producteurs de coton + président Union Provinciale des Producteurs de Coton - Villages de Saatenga, Yanwega et Yantenga (département de Diabo)
Du 23 au 25 juin	Travaux à Fada N'Gourma
Du 26 au 27 juin	- Yanwega -Entretiens avec les agriculteurs et leurs familles

- Saatenga - Entretiens avec le Major du CSPS de Saatenga + producteurs de coton

Du 28 au 30  
juin

Fada N'Gourma

Du 1<sup>er</sup> au 8  
juillet

Entretiens avec producteurs de coton - Villages de Saatenga, Yanwega et Yantenga (département de Diabo) + Entretiens avec Majors du CSPS de Diabo et de Zonatenga + tradipraticiens de Yanwega et de Saatenga + directeurs du collège et du lycée de Diabo.